

# **l'Anticapitaliste**

n°520 | 30 avril 2020

— 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.ORG](http://www.NPA2009.ORG)

SUR LES

RÉSEAUX SOCIAUX, AUX FENÊTRES,  
AUX BALCONS ET DANS LA RUE



## DÉCONFINONS NOS COLÈRES

### Dossier

#### PANDÉMIES ET CRISE ÉCOLOGIQUE

Pages 6 et 7

### ÉDITO

Le 1<sup>er</sup> Mai, déconfinons notre rage contre le coronavirus et son monde! Page 2

### PREMIER PLAN

Quartiers populaires. Racisme et violences policières sur fond de crise sociale Page 3



### ACTU INTERNATIONALE

Italie. La fameuse «phase 2»: rentable et très dangereuse Page 5

### LIBRE EXPRESSION

Le droit commun, les prisons, et l'état d'exception Page 12



Par SANDRA CORMIER

### Le 1<sup>er</sup> Mai, déconfinons notre rage contre le coronavirus et son monde!

**L**a Journée internationale des travailleurEs s'inscrit dans une crise multiforme inédite, sanitaire, sociale et écologique. Celle-ci est déjà pour les capitalistes un prétexte pour intensifier la guerre de classe. Ce 1<sup>er</sup> Mai, nous avons donc bien des raisons d'exprimer notre rage contre un système qui mène le monde à sa destruction.

Partout dans le monde, ce sont les travailleurEs les plus fragilisés et les plus pauvres qui sont en première ligne. La crise sanitaire a amplifié les inégalités, qu'elles soient de classe, de genre ou associées au statut d'immigré, et s'est agrégée aux inégalités et aux violences结构nelles. Les populations payent le prix fort, reléguées dans les centres de rétention, les bidonvilles ou les camps, comme à Ritsona en Grèce où 20 000 migrantEs s'entassent dans des conditions sanitaires déplorables sans véritable accès à l'eau.

La crise de 2008 s'était traduite par une intensification de l'offensive néolibérale, un tournant austéritaire et sécuritaire. Dans la même logique, patronat et gouvernement nous préparent à de nouveaux sacrifices, déjà à l'œuvre avant la fin du déconfinement : une semaine de travail à 60 heures, une journée de 12 heures, des congés imposés et amputés... tandis que les patrons du CAC 40 recevront des milliards de dividendes et d'argent public.

C'est l'inverse qu'il faut imposer.

À l'évidence, on voit plus que jamais que les travailleurEs sont indispensables au fonctionnement de la société. Ce sont donc elles et eux qui doivent contrôler la production et définir les choix économiques et écologiques.

Dans l'immédiat, il faut imposer des mesures d'urgence sanitaire et sociale pour limiter la propagation du virus et protéger les populations les plus fragiles, combattre la relance à tout prix de la machine à profits tout en refusant que nos droits et nos libertés soient confinées. Dans la suite des mobilisations des Gilets jaunes et contre la réforme des retraites, Si Macron appelle à l'unité nationale, c'est dans l'objectif d'asphyxier toutes les oppositions et de briser le cycle des résistances. À nous de frapper ensemble le 1<sup>er</sup> Mai, une première étape pour faire entendre notre camp social, par des actions coordonnées sur les réseaux sociaux, les murs de nos quartiers, aux fenêtres et balcons, ou dans la rue en tenant compte de la situation et des mesures de distanciation physique. Pour affirmer que, plus que jamais, «nos vies valent plus que leurs profits»!

### BIEN DIT

Nous le disons très clairement : nous refusons de renvoyer dos-à-dos les révoltes des populations dans les quartiers populaires et les violences graves et inacceptables exercées par la police. Nous n'inversons pas les responsabilités et nous le disons tout aussi clairement : ces révoltes sont l'expression d'une colère légitime car les violences policières ne cessent pas.

TRIBUNE UNITAIRE (signée entre autres par le NPA), 23 avril 2020.

### «PLAN DE DÉCONFINEMENT»

## Le pouvoir veut relancer à tout prix la machine à faire des profits

Retour sur le «plan de déconfinement» exposé par Édouard Philippe à l'Assemblée nationale le 28 avril.

**O**n s'y attendait, tant le gouvernement nous a habitués à enchaîner, à un rythme particulièrement effréné ces dernières semaines, enfumages et mensonges, mais l'absence totale d'un quelconque retour critique sur la politique catastrophique du pouvoir depuis le début de l'épidémie a été l'un des éléments marquants du discours d'Édouard Philippe. À entendre le Premier ministre lors de son allocution devant l'Assemblée nationale, le gouvernement n'aurait pas fait d'erreur, et aurait fait tout ce qui était nécessaire pour gérer au mieux la crise.

Inutile de revenir ici sur l'ensemble des (non-)décisions qui ont contribué à nous précipiter dans la crise sanitaire et sociale sans précédent que nous traversons. Un seul exemple : le matin même du discours d'Édouard Philippe, *Libération* publiait une longue enquête démontrant que la pénurie de masques avait été sciemment provoquée par le gouvernement Macron, et que celui-ci avait délibérément menti en prétendant avoir seulement poursuivi la même politique – déjà peu reluisante – que ses prédécesseurs. Comme l'explique à *Libération* François Bourdillon, directeur de Santé publique France de 2016 à 2019, et peu suspect de gauchisme : «Certains ont considéré qu'un stock de masques pour la population n'était pas si important que ça.»

**Fatras de dates et d'exceptions**  
Ce sont les mêmes, représentés par Édouard Philippe lors de son discours, qui prétendent aujourd'hui être légitimes pour nous imposer la marche à suivre, et qui espèrent que nous allons nous y plier sans broncher, au nom, bien sûr, de l'unité nationale. Et quand bien même leur crédibilité n'aurait pas été brûlée par leur flagrante et dangereuse irresponsabilité,

### AIDES AUX ENTREPRISES DU CAC 40



le moins que l'on puisse dire est qu'il est malaisé de s'y retrouver dans le «plan de déconfinement» annoncé par le Premier ministre. Bien malin qui pourra comprendre dans ce fatras de dates et d'exceptions la logique de santé publique qui prévaut : une date générale de déconfinement annoncée, le 11 mai, «si tout est prêt», et sauf pour certains départements dont on connaît la norm le 7 mai ; une réouverture des établissements publics et des commerces, sauf pour ce qui concerne par exemple les lieux de culture ou les bars ; un calendrier de reprise de l'école qui contredit une fois de plus les annonces de Jean-Michel Blanquer ; une multiplicité de conditionnels et de formulations hypothétiques qui semblent déjà préparer les contre-ordres de demain, etc.

Une fois de plus, le gouvernement donne l'impression de naviguer à vue, sans aucune garantie sanitaire, le gouvernement la veut à tout prix car il souhaite en réalité répondre aux exigences du Medef. «Nous sentons

que l'arrêt prolongé de la production de pans entiers de notre économie [...] présenterait pour le pays [...] un risque de l'écroulement», l'objectif réel est bien de relancer la production et la consommation, bref les profits et l'exploitation. C'est la seule boussole du gouvernement, le seul fil conducteur de sa politique, faite d'économies sur des dépenses sociales essentielles, de multiplication des cadeaux au patronat, de pression sur les salariés pour les contraindre d'aller travailler, dans des secteurs non-essentiels, au péril de leur santé. Chassez le naturel, il revient au galop. La veille du discours du Premier ministre, la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher affirmait, à propos du prix des masques qui seraient vendus au grand public que «l'approche qui consiste à dire "il y a un prix maximum" risquerait de freiner l'innovation». Un exemple exemplaire de l'incapacité d'un gouvernement au service du capital d'imaginer, ne serait-ce que le temps d'une crise sanitaire, que les logiques du marché sont contradictoires avec les intérêts du plus grand nombre, à un moment où c'est la gratuité des masques – à fortiori si l'on rend obligatoire dans un certain nombre de lieux, dont les transports en commun – qui devrait être la règle.

Le pouvoir entend donc continuer sur la voie qui nous a mené à la catastrophe, en appuyant un peu plus sur l'accélérateur et en assumant la poursuite du confinement des libertés démocratiques, avec notamment l'interdiction des rassemblements de rue de plus de 10 personnes. Face à ce gouvernement, c'est autour d'un véritable plan d'urgence sanitaire et sociale qu'il s'agit de se mobiliser. Le 1<sup>er</sup> Mai sera une occasion de nous organiser dans cet objectif, une étape importante dans le déconfinement de nos colères.

Julien Salingué

crédit. Pour politiquement faire passer ces mesures et aussi pour éviter un effondrement encore plus rapide des achats des ménages (et donc mettre les entreprises encore plus en difficulté), tous les États ajoutent à leurs plans d'urgence une pincée de mesures sociales. Du coup, c'en est fini pour un temps des rongaines sur l'équilibre budgétaire et les critères européens.

**S'préparer à faire payer «ceux d'en bas»**  
Mais le projet n'est en aucun cas de construire un «monde d'après» avec une autre logique économique. Il s'agit de rétablir le plus vite possible le «monde d'avant» et de faire payer la crise à celles et ceux d'en bas. L'austérité est programmée. D'ailleurs, on évoque une future réduction des dépenses, y compris de la santé. Pour cela, rien de plus commode que d'agiter le spectre de la dette. Or, si

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

**En finir avec la dette**  
Ce qui ne signifie pas que la dette ne soit pas un problème : chaque année des sommes importantes (de l'ordre de 40 milliards d'euros, soit les 4/5<sup>e</sup> du budget de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports) sont consacrés au paiement de la dette. Et la dette est un instrument de chantage de la finance si un État se lance dans des politiques qui pourraient attenter

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l'austérité soit trop forte et contre-productive, y compris pour les capitalistes, et proposent des solutions alternatives : par exemple, une dette de très longue durée – à 50 ou 100 ans, voire une dette perpétuelle – que la Banque centrale européenne rachèterait (proposition de l'économiste Daniel Cohen et du banquier Nicolas Théry).

Il n'y a donc pas péril en la demeure. Cette affaire de la dette souligne une fois de plus l'hypocrisie d'un gouvernement qui a supprimé une bonne partie de l'impôt sur la fortune, abaissé la fiscalité sur les revenus du capital, réduit l'impôt sur les sociétés (et s'apprête à le faire encore) et refuse tout impôt exceptionnel, par exemple, sur les comptes importants d'assurance-vie (le PS l'avait proposé et cela a été enterré en deux temps trois mouvements).

Henri Wilno

pour un particulier, être endetté, c'est une insécurité, car il faudra rembourser, un État ne rembourse quasiment jamais sa dette (les exceptions sont rares) : la plupart du temps, il s'endette à nouveau du montant à rembourser, la question centrale étant celle du taux d'intérêt pour les nouveaux emprunts. De plus, dans le passé, à diverses reprises, les États ont utilisé de mécanismes divers pour reporter les échéances. Aujourd'hui encore, certains économistes, loin d'être anticapitalistes, craignent que l

**BRÉSIL****«Le renversement du gouvernement est urgent»**

**L**e jeudi 23 avril, Jair Bolsonaro exprime sa volonté de limoger Mauricio Valeixo, le patron de la Police fédérale (PF) du Brésil. Un problème, parmi d'autres, Mauricio Valeixo est très lié au ministre de la Justice Sérgio Moro. Ce dernier tente de faire plier Bolsonaro, mettant dans la balance sa démission. Rien n'y fait. Le vendredi 24 avril, le Journal officiel publie le renvoi de Mauricio Valeixo.

**S**ergio Moro, dans la foulée, annonce sa démission. Une nouvelle brèche s'ouvre dans le gouvernement du néofasciste Jair Bolsonaro. Nous publions ci-après des extraits de l'éditorial d'*Esquerda online* qui représente une des tendances du PSOL (Parti socialisme et liberté).

**L**e départ de Moro du gouvernement s'explique par deux raisons principales. D'abord, Bolsonaro veut protéger sa famille des enquêtes en cours. Le clan familial est soupçonné d'être lié à l'exécution de Marielle Franco par des miliciens (le 14 mars 2018). La confirmation de l'implication possible de la famille dans l'assassinat de l'ancienne conseillère municipale de Rio de Janeiro, membre du PSOL, a un potentiel explosif. Flávio Bolsonaro, à son tour, fait l'objet d'une enquête sur le système de corruption (la «rachadinhos» : la récupération d'une partie des salaires de subordonnés) dans le conseil municipal de Rio de Janeiro. Carlos Bolsonaro est soupçonné, lui, de diriger une «milice numérique» responsable des fausses nouvelles de masse. Il y a aussi l'enquête sur les initiatives bolsonaristes en faveur d'une nouvelle dictature, de la fermeture du Congrès et du Tribunal fédéral suprême.

**Augmentation des morts, du chômage et de la pauvreté**

Jair Bolsonaro, en plus de protéger sa propre famille, vise à contrôler la police fédérale afin de la mettre au service de son plan de coup d'État. Sérgio Moro était un allié important de l'extrême droite. À la tête de l'opération Lava Jato, Moro a joué un rôle clé dans le coup d'État parlementaire qui a évincé Dilma Rousseff (PT) en début août 2016, dans l'emprisonnement politique de Lula, qui a ouvert la voie à la victoire électorale de Jair Bolsonaro en octobre 2018 (mandat initié en janvier 2019), et dans le maintien de l'actuel gouvernement néofasciste. Il est probable que, face à l'usure récente de Bolsonaro, Moro a choisi de prendre ses distances avec ce dernier, s'opposant au contrôle direct du président sur la police fédérale. C'est pourquoi il a démissionné aujourd'hui.

Alors que le nombre de morts du Covid-19 augmente rapidement, que la crise sociale et économique frappe des dizaines de millions de travailleurs et de travailleuses et que les menaces de coup d'État deviennent plus dangereuses, le renversement du gouvernement est urgent. Bolsonaro est le plus grand allié du virus. La continuité de Bolsonaro à la présidence signifiera une augmentation dramatique des morts, du chômage et de la pauvreté. Chaque jourde plus où il reste à la présidence risque de détruire les garanties démocratiques. Par conséquent, afin de sauver des vies, des emplois et des droits démocratiques, ce fasciste doit être écarté de la présidence. Face à la gravité de la situation, il est essentiel que la gauche s'unisse en un front unique pour mettre deshors Bolsonaro, en présentant une alternative politique à la classe ouvrière. La gauche ne peut pas être à la remorque de la droite traditionnelle. Nous devons défendre la chute de Bolsonaro et d'Hamilton Mourão (vice-président), ainsi que la convocation anticipée d'élections libres et directes, afin que le peuple, démocratiquement puisse élire un nouveau gouvernement. Nous ne devons pas faire confiance au commandement des forces armées. Le noyau de généraux du Palais Planalto (de la présidence) soutient Bolsonaro et son projet. Ils sont nostalgiques de la dictature militaire (1964-1985) et idéologiquement d'extrême droite. Et s'ils rompent avec Bolsonaro, ils continueront à représenter un danger pour les libertés démocratiques.

*Introduction et traduction à l'encontre*

**ÉTATS-UNIS Fiasco de Trump et dangereuse réouverture**

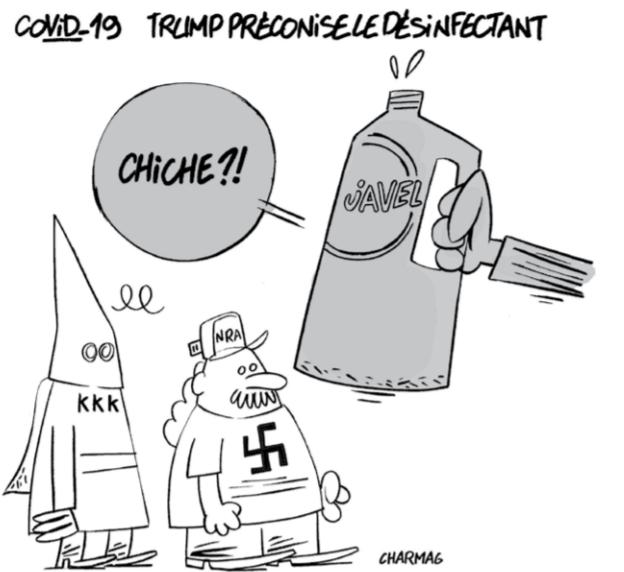
*Depuis la fin du mois de février, le président Donald Trump a tenu des conférences de presse quotidiennes de deux heures sur l'état du coronavirus aux États-Unis, des événements qui ont remplacé les rassemblements électoraux que le président aime mais n'a pas pu tenir en raison de la pandémie.*

**L**es briefings de Trump sont de longs discours décousus remplis de désinformation, qui contredisent les responsables de la santé, par exemple son conseil d'utiliser des traitements non éprouvés comme l'hydroxychloroquine.

**Désinfectants**

La semaine dernière, ses assertions selon lesquelles des désinfectants pourraient être injectés dans les poumons comme traitement du virus ont non seulement induit le public en erreur et indigné les experts de la santé, mais semblent également avoir choqué ses propres partisans du Parti républicain. Sous la pression de ses conseillers, le lendemain, il a réduit la conférence de presse à vingt minutes et le jour d'après, elle a été annulée, Trump tweetant que cela ne valait la peine qu'il y consacre du temps. Beaucoup se demandent si c'est un tournant pour Trump, évoquant la possibilité de le renvoyer en novembre.

Le Congrès américain a adopté trois programmes de secours s'élevant à près de 3 000 milliards de dollars, dont une grande partie a



Angeles, chacun avec environ 1000 morts recensés.

**3 000 milliards de dollars**

Depuis que la plus grande partie du pays a été confinée, l'impact économique a été dévastateur. Au cours des cinq dernières semaines, le nombre de chômeurs est passé à 26,5 millions avec un taux de chômage de 20%, le taux le plus élevé depuis 1933. Les allocations de chômage varient considérablement d'un Etat à l'autre, de moins de 300 dollars par enfant ainsi que 600 dollars par semaine jusqu'au 31 juillet. Mais de nombreux travailleurEs, en particulier les sans-papiers, ne seront pas éligibles, et ne recevront pas l'aide fédérale.

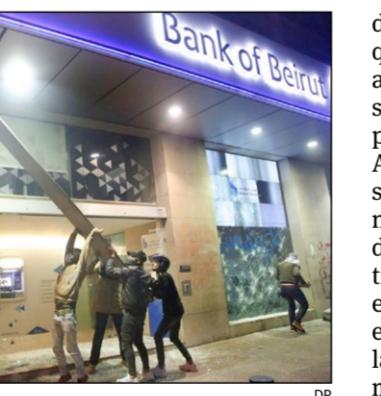
*Dan La Botz, traduction Henri Wilno*

**LIBAN Lutte pour la nationalisation des banques**

*Un texte publié par le groupe libanais Forum socialiste.*

**L**a plupart des groupes qui se sont constitués avant ou pendant le soulèvement du 17 octobre, ont dirigé leurs activités ou leurs actions contre les banques, en particulier après les mesures prises par l'Association des banques, qui avait imposé des restrictions sur les retraits de fonds, touchant particulièrement les petits déposants et les employés.

Le siège principal de la Banque du Liban de Hamra à Beyrouth, et ses succursales à Tripoli, Tyr et Baalbek ont été la cible de manifestations et de sit-in. Des groupes de Baalbek et Tripoli ont fermé des succursales de la Banque centrale. Le siège de l'Association des banques de Beyrouth n'y a pas échappé et a également été visé par de nombreux sit-in et marches. Il a même été attaqué à plusieurs reprises et son entrée a été incendiée. Pour soutenir les petits déposants et dénoncer les mesures prises par les banques, les manifestants de différentes régions se sont mobilisés pour cibler ces dernières, tentant de faire pression sur leurs services afin que les déposants puissent retirer leur argent en dollars, voire en livres libanaises.



coopération de base avec plusieurs groupes dont les mouvements se concentrent principalement sur les banques : le secteur des étudiantEs et des jeunes du Parti communiste libanais, le Mouvement des Jeunes pour le changement). Ils ont coopéré avec des groupes qui ont émergé, avec des dénominations indiquant le ciblage de leur activité sur les banques («Jeunes de la Banque», «Nationalisation des banques») et d'autres groupes qui ont diversifié leurs mouvements en fonction des orientations de la rue («Kantari», «la tente du sit-in de Halba»).

Mais « Nationalisation des banques» est davantage une campagne qu'un groupe. Cette campagne a été mise sur pied quand on a senti que le discours de classe et revendicatif des premiers jours commençait à décliner au profit du discours libéral. Les membres de la campagne se sont mis d'accord pour réorienter le discours de la rue vers l'économie et sa politique, et pour relever le niveau des revendications. Il n'y a pas d'économistes au sein du groupe, mais l'interaction est établie avec une proposition de gauche, tandis que les membres du groupe expliquent que la nationalisation avait été utilisée en Grande-Bretagne

**Crise de la dette**

À la base, le groupe « Nationalisation des banques» considère cette nationalisation comme une solution radicale à la crise économique au Liban. Avant le soulèvement, personne n'aurait suggéré l'idée de nationalisation, considérée comme une proposition de gauche, tandis que les déposants expliquaient que la nationalisation avait été utilisée en Grande-Bretagne

Les travailleurEs hospitaliers et les « travailleurEs essentiels » ont organisé diverses manifestations et de courtes grèves sur les questions de santé et de sécurité, et de nombreux groupes organisent l'entraide dans les communautés.

**Dangereuse réouverture**

Les hommes d'affaires veulent rouvrir l'économie et de nombreux travailleurEs souhaitent désespérément reprendre le travail et gagner de l'argent. Les gouverneurs républicains des États de Géorgie, de Caroline du Sud, du Tennessee, de l'Alabama et de l'Oklahoma rouvrent leurs États dans quelques jours. Dix-neuf États au total ont des ordres de fermeture qui expireront vers le 1<sup>er</sup> mai, et bon nombre d'entre eux pourraient également rouvrir. Des groupes d'extrême droite liés à la Maison Blanche, au Parti républicain et à la campagne Trump ont organisé des manifestations, dont certaines armées, pour exiger la réouverture des États, opposant le contrôle du gouvernement à la « liberté » individuelle.

Les risques de réouverture sont importants en raison d'un manque de tests. La semaine dernière, 1,2 million de personnes ont subi le test d'écouvillonage PCR (amplification en chaîne par polymérase) pour voir si elles étaient activement infectées, mais la population américaine est de 330 millions. Et il n'y a pas de test sanguin précis pour les anticorps ; même s'il y en avait, l'Organisation mondiale de la santé avertit que cela ne prouve pas que ceux qui ont des anticorps sont protégés. Même avec des tests, aucun gouvernement d'Etat n'est actuellement en mesure de faire le suivi des contacts. La réouverture ouvre donc la possibilité d'une réurgence de la maladie et de la mort. Le mois prochain sera une grande expérience avec des cobayes humains.

*D'après l'éditorial de Forum socialiste*

*Dan La Botz, traduction Henri Wilno*

**ITALIE La fameuse «phase 2» : rentable et très dangereuse**

*Quelque chose a imperceptiblement changé dans les villes italiennes.*



à 150 000 tests sérologiques pour évaluer l'étendue et l'extension de la contagion, on produira des dizaines de millions de masques. Mais, vu comment les choses se sont passées ces derniers mois, tout cela ressemble à une lettre au Père Noël.

**Un méli-mélo très dangereux**

Cependant, quoi qu'en disent les experts du gouvernement, la réouverture sera sans aucun doute une affaire délicate. Parmi les problèmes les plus importants, il y a celui des transports surchargés dans les régions les plus industrialisées – thème crucial du point de vue sanitaire – qui est abordé avec une légèreté qui fait froid dans le dos. Le retour des services de santé à leurs fonctions « normales », en admettant que l'urgence du coronavirus s'éloigne vraiment, n'est même pas pris en compte. La sécurité sanitaire de millions de travailleurEs est tout simplement renvoyée à des négociations entreprisées par entreprise, sans aucun contrôle public, et c'est – bien sûr – le plus fort qui gagnera. En somme, un méli-mélo très dangereux, dicté par une classe patronale préoccupée par la concurrence interne et internationale, et qui n'arrive pas à voir plus loin que le bout de son nez. Il faut dire que les directions des principales organisations syndicales, en ne s'opposant pas sérieusement à cette orientation, partagent la même myopie et, en fin de compte, prennent des responsabilités du même ordre.

*Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou*

**Le monde en bref****États-Unis L'UAW s'oppose à la reprise de la production d'automobiles début mai**

Le syndicat de l'automobile américain, l'UAW, s'oppose à la réouverture des usines automobiles au début du mois de mai, comme le souhaitent les trois grands constructeurs de Detroit. Un fait à retenir alors que le patronat avec l'accord de quelques syndicats pousse en France à la reprise en pleine période de confinement. Prétendre que la France serait l'un des pays où la production automobile redémarrera le plus tard est une «fake news», un mensonge!

Selon la presse de Detroit, à ce stade, l'UAW «ne croit pas que les données scientifiques soient concluantes et que la sécurité des salariés soit garantie sur les lieux de travail. Nous n'avons pas fait assez de tests». En préalable à une reprise, l'UAW veut que les tests soient généralisés alors que ceux-ci sont en nombre limité aux États-Unis. Fiat Chrysler Automobiles est le seul constructeur automobile de Detroit à maintenir publiquement la date du 4 mai pour la reprise de sa production. Ford et General Motors, eux, n'ont pas annoncé les dates de redémarrage. Chez Ford, les travailleurEs devront certifier avant de commencer leur équipe qu'ils ne présentent pas de symptômes de Covid-19, qu'ils n'ont pas voyagé dans des zones atteintes par le virus et qu'ils n'ont pas été en contact avec une personne connue pour avoir la maladie, et devront passer par un analyseur thermique pour vérifier la fièvre. General Motors déclare qu'il ne lui sera pas possible de tester tous les 50 000 travailleurEs de l'automobile et prévoit des tests, à la reprise, seulement pour ceux qui ont des symptômes de Covid-19 ou sont en contact avec quelqu'un présentant des symptômes. C'est ce qui est appliqué dans les deux usines de GM encore en fonctionnement, celle de Warren où sont fabriqués des masques faciaux, et celle de Kokomo, dans l'Indiana, où sont fabriqués des ventilateurs. Les constructeurs automobiles étrangers, qui n'ont pas à négocier avec l'UAW, avancent pour leurs usines aux États-Unis des dates plus proches pour la reprise: Toyota et Hyundai veulent commencer à fonctionner le 4 mai. Subaru prévoit de rouvrir le 11 mai. Nissan donne la date de la mi-mai.

**États-Unis Les infirmières de Kaiser (Oakland) en lutte**

Jeudi 23 avril, à Oakland près de San Francisco, près d'une centaine d'infirmières de l'hôpital Kaiser ont bravé les interdictions liées au confinement pour manifester leur colère face à la gestion de la crise par la direction de l'hôpital. Car alors que l'épidémie bat son plein aux États-Unis, avec des dizaines de milliers de victimes en quelques semaines, les restrictions budgétaires se poursuivent de plus belle, y compris à Kaiser un des plus gros consortiums de la santé, à qui l'argent ne fait pourtant pas défaut. Ainsi, alors que l'hôpital prend en charge plusieurs dizaines de malades atteints du coronavirus, le personnel soignant se retrouve dramatiquement démunie de matériel de protection décent: masques, blouses, etc. Tout fait défaut, et tout est chichement distribué par la direction pour économiser sur les maigres stocks. Cette situation déjà scandaleuse a été aggravée par la décision de l'hôpital, suivant en cela il est vrai les recommandations officielles, de faire recycler une partie du matériel de protection, tout en expliquant en dépit de la science et du bon sens qu'il n'avait pas de risques de contamination. Cette annonce a mis le feu au poudre et a décidé de nombreuses infirmières d'apporter au travail et à leurs frais, leur propre masques N95, offrant une meilleure protection. Il n'en a pas fallu plus à la direction qui s'est empressée de menacer de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement toutes celles qui en porteraient, y voyant un geste «d'insubordination». C'est cette dernière provocation qui a convaincu les infirmières de Kaiser de sortir en nombre et de se faire voir. Une initiative bienvenue, en dépit d'une présence policière insistante, comme elles ont pu le constater par les nombreux et chaleureux coups de klaxon envoyés par les automobilistes passant à proximité.

**ÉNERGIE Le krach pétrolier: causes et conséquences**

*La nouvelle a fait grand bruit le 20 avril: le prix du pétrole serait devenu négatif! Si ce n'est en réalité pas le cas, c'est toutefois à un krach pétrolier que nous assistons.*



et les États-Unis, premier producteur mondial (et non engagé par cet accord), ont bien entendu soutenu cet accord. Ils ont également promis de contribuer à la baisse de la production, mais de façon modeste (en diminuant leur production de 2 à 3 millions de barils par jour). Cette baisse de la production a beau être historique, elle est largement insuffisante pour enrayer la baisse des prix: en effet, la demande de pétrole inscrit sur un produit financier (un contrat à terme pour livraison en mai de pétrole WTI) qui est devenu négatif. Les détenteurs de ce titre financier sont des spéculateurs et n'avaient aucunement l'intention de se faire livrer des barils de pétrole en mai! Du coup, ils devaient trouver des acheteurs physiques qui voulaient vraiment réceptionner le pétrole. Avec la crise, les acheteurs se font rares... et les spéculateurs ont, dans la panique (le contrat à terme expirant le lendemain), consenti à payer des acheteurs pour qu'ils récupèrent le pétrole dont eux ne voulaient pas. Le cours du contrat à terme a plongé à -40 dollars. Après s'être redressé les jours suivants, le cours du pétrole a de nouveau plongé le 27 avril.

**Des conséquences désastreuses pour les pays producteurs de pétrole**

Les pays producteurs de pétrole avaient déjà été fortement ébranlés par la chute du cours du pétrole en 2014-2015, passant de plus de 100 dollars le baril à 40 dollars. Le cours du pétrole s'était ensuite stabilisé depuis environ deux ans autour de 60 dollars. Les pays dominés fortement dépendants des exportations de pétrole (Venezuela, Iran,

Nigeria, Algérie, Congo-Brazzaville, Angola...) pour se procurer des devises nécessaires à leurs importations ont été frappés de plein fouet par cette baisse. Des plans d'austérité très durs ont été imposés aux travailleurEs pour leur faire payer le manque à gagner.

Cette nouvelle chute des prix du pétrole touche donc des pays déjà fragilisés. Elle va avoir des conséquences dramatiques, d'autant plus que ces mêmes pays sont frappés par une fuite des capitaux, qui fragilise leur monnaie et augmentera donc la charge de leur dette extérieure. Le prix de leurs importations va flamber, les exportations vont chuter: cela va se traduire par une explosion de l'endettement extérieur et une baisse du niveau de vie de la population. Les États-Unis vont également être durement touchés, vu l'ampleur de la baisse des prix: en effet, la demande de pétrole a baissé de 30 millions de barils par jour depuis le déclenchement de la crise. Les prix devraient encore continuer à baisser dans les prochaines semaines et pourraient devenir inférieurs à 10 dollars le baril.

En revanche, pour les pays non producteurs, la baisse du prix du pétrole est une bonne nouvelle puisqu'elle va jouer positivement sur le taux de profit des entreprises. Néanmoins, cette baisse ne pèse pas bien lourd compte tenu de l'ampleur de l'effacement économique. En outre, la chute des investissements dans les pays producteurs entraînera dans quelques trimestres une hausse des prix du pétrole quand l'économie mondiale commencera à redémarrer, freinant ainsi l'ampleur d'une reprise qui s'annonce de toute façon très fragile.

*Gaston Lefranc*

## FAUT-IL AVOIR PEUR DES VIRUS?

**C**haque humain abrite en lui des bactéries et des virus qui y ont trouvé leur place. Ils évoluent avec les hôtes que les hébergent, sans les détruire, sinon ils auraient disparu.

Un virus s'insère dans l'organisme d'un individu dont il va dépendre pour assurer sa reproduction et cela crée un bouleversement. L'équilibre qui va garantir la survie des deux, hôte et virus, s'est fait au cours de milliers d'années. L'important est de s'y adapter, d'agir afin d'éviter de leur offrir les conditions de nuire.

Un virus apporte trois avantages à l'hôte :

- «souplesse» génétique qui va lui assurer des capacités de survie face à des changements brutaux dans les écosystèmes;

- participation à sa défense immunitaire ;

- action sur les codages génétiques des protéines, indispensables à la vie de l'hôte.

Donc, plutôt que de «faire la guerre» aux virus, selon la formule de Macron qui n'a rien compris à l'essence du vivant, il vaut mieux comprendre leur fonctionnement et renforcer les moyens de s'y confronter.

### Les pandémies modernes

Elles viennent toutes d'un passage de l'animal à l'humain, suite à une modification du milieu naturel causée par des activités destructrices du capitalisme : déforestation, chasse et élevages intensifs, agriculture chimique... Le VIH, qui donne le sida, a été identifié en 1983. Il fait 3 millions de morts par an. Le passage des chimpanzés à l'humain s'est fait en Afrique avec la chasse massive dopée par la déforestation, dans un contexte de populations concentrées et urbanisées. Les échanges croissants mondiaux ont fait le reste.

Le virus du SRAS, découvert en 2003, un coronavirus comme le Covid-19, vient de Chine. Il est passé des chauves-souris forestières à l'humain via un petit mammifère, la civette, victime d'une chasse intensive. Passage favorisé par la densité de population, les mauvaises conditions d'hygiène sur les marchés.

Le paludisme, découvert en 1880, est transmis à l'humain par un moustique. Il y a 6 000 ans, de grands défrichements ont permis la formation d'eaux stagnantes. Sans prédateurs,

les moustiques ont proliféré et infecté les populations humaines. Aujourd'hui, la maladie, présente surtout en Afrique, contamine 200 millions de personnes et cause 400 000 décès par an.

– L'agriculture intensive mondialisée. Sous la pression du commerce international, le transfert des richesses du «sud» vers le «nord» pousse à des cultures intensives et uniformes, hors de leur aire écologique, grâce à des procédés artificiels (produits chimiques). Procédés qui détruisent les écosystèmes locaux, bouleversent les coévolutions. Dans le secteur de l'élevage, la disparition des espèces domestiques locales au bénéfice d'un nombre réduit d'espèces conduit à une standardisation génétique qui favorise aussi les pathogènes. L'élevage intensif dans de mauvaises conditions d'hygiène, crée des «ponts» génétiques vers les humains.

– La destruction de milieux naturels permettant à des populations de vivre et l'exode rural provoqué les ont contraintes à partir vers les agglomérations. La concentration des populations dans des grandes villes, dans de mauvaises conditions de vie, facilite les zones de «ponts». L'augmentation de la population mondiale, passée à 7 milliards, a agrandi leur aire d'influence.

– L'augmentation des échanges humains et commerciaux. Le développement démesuré du tourisme planétaire, l'explosion de la mobilité, en particulier des déplacements en voiture, l'augmentation folle des transports de marchandises, offrent aux virus des voies de circulation nombreuses.

– Le réchauffement climatique.

L'installation rapide de nouvelles espèces, donc de leurs parasites, déstabilise brutalement les écosystèmes, favorise la baisse de la biodiversité.

– La destruction des écosystèmes (déforestation, artificialisation des terres...) conduit des espèces «réserveurs de virus» à se retrouver en contact direct et nouveau avec des populations humaines concentrées. Les populations d'avant le néolithique et les populations dites «autochtones», vivant au contact et par la faune sauvage, ne sont pas ou n'étaient pas sensibles à ces pathogènes. Elles ont longuement coévolué avec leurs proies et donc leurs pathogènes, et sont très protégées.

**Et les bactéries?**

La fonte du pergélisol, du fait du réchauffement climatique, peut libérer des bactéries pathogènes dans l'environnement. De plus, l'élevage industriel, concentrant d'énormes quantités d'animaux, utilisant de manière systématique des antibiotiques, représente une condition idéale pour sélectionner des bactéries antibiorésistantes. Dans ces conditions, le cauchemar de l'émergence d'une bactérie aussi contagieuse que le SRAS-CoV-2, mais plus virulente et résistante aux antibiotiques utilisés à ce jour, avec une mortalité dramatique, reste malheureusement une possibilité plausible sinon probable, si nous ne changeons pas rapidement de système.

**L**a crise sanitaire actuelle est le produit direct de la façon dont l'espèce humaine habite le monde, structurée par le capitalisme. Le Covid-19 nous raconte comment le capitalisme a favorisé la contamination, très vite sur toute la planète, instauré un confinement obligatoire du fait des services hospitaliers exsangues, de la pénurie de masques et de tests. Mais il a révélé aussi que des décisions politiques des gouvernements peuvent avoir des impacts immédiats, visibles et parfois positifs. Il faut nous organiser pour imposer un programme écosocialiste qui nous sortira des catastrophes sociales, écologiques, économiques. La question est donc bien de changer le système.

Dossier réalisé par la commission nationale écologie.



## SORTIE DE CONFINEMENT: REPARTIR DE PLUS BELLE OU BIEN TIRER LES FREINS D'URGENCE?

**L**a situation est totalement inédite, et l'on prévoit une immense récession que les gouvernements voudront faire payer aux peuples. Mais elle nous raconte aussi autre chose. En restant très prudent, car les différences sociales sont importantes, des constats s'imposent : les émissions de gaz à effet de serre ont chuté, les avions quasi disparus du ciel, moins de voitures circulent, les consommations sont plus locales, et le rythme trépidant s'est brisé. Sous les crânes, la tempête, des questionnements sur tout. Et si après le 11 mai on changeait tout ?

**Alors, «repartir de plus belle»?**

Christine Lagarde, présidente de la BCE, a donné le cap le 9 avril. Parlant de la fin du confinement, filant la métaphore du coureur contraint de stopper son entraînement – l'économie mondiale à l'arrêt – elle a été sans ambiguïté : «Et on pourra repartir de plus belle !» Le monde de l'après-Covid-19 n'est vu qu'en continuité avec le monde d'avant, le monde de la compétition, de la concurrence, du profit par la rotation accélérée des capitaux et des marchandises. Comme le dit si crûment le directeur de l'OFCE, «il faut que les méndigues re-consomment comme avant en puisant sur l'épargne forcée».

**Mais les capitalistes ne nous remettront pas les clés!**

Pour la baisse massive du temps de travail, pour les investissements décidés par nous, pour l'autogestion et l'auto-organisation, les capitalistes sont l'obstacle majeur. Pour le soin, la sobriété, la vie bonne... ils n'ont que mépris, eux les obsédés du profit à court terme.



Les reconversions si urgentes de secteurs entiers, avec la continuité de salaire, l'extension du domaine de la gratuité et des services publics, le renforcement de la Sécurité sociale, la réputation de la facture Covid-19 que Macron va nous présenter, sont autant de luttes auxquelles nous participons. Elles heurtent de

front le productivisme, l'extractivisme et le consumérisme effréné intrinsèques au capitalisme. Depuis le 17 mars, de manière temporaire, la pollution, les gaz à effet de serre, certaines productions inutiles ont diminué, le travail des «dernières de corde» s'est révélé comme le plus vital. Il faut empêcher qu'à la brutalité du confinement – rendu nécessaire par les circonstances – ne succède la très grande violence de la reprise à leurs conditions. Le profit est discrédiété comme jamais. C'est le moment pour imposer l'arrêt d'urgence, les ruptures durables, les solutions de long terme écosociales. L'heure est à l'inéedit et à la plus grande détermination.

## POUR DES LENDEMAINS ÉCOSOCIALISTES!

**A**ucune conversion écologique ou sociale n'est à espérer de Macron, de son gouvernement et des capitalistes en général. On ne peut que redouter une nouvelle offensive à la fois productiviste, au nom de la relance de la sacro-sainte économie, austéritaire, au nom de l'équilibre budgétaire et de la dette à rembourser, répressive et sécuritaire, au nom d'une pseudo vigilance sanitaire. Mais comme le dit Naomi Klein «la fin de cette histoire n'est pas encore écrite». La militante, auteure de la Stratégie du choc, reprend une citation de Milton Friedman, un économiste libéral des plus extrêmes : «Seule une crise, réelle ou perçue, produit de véritables changements. Lorsque cette crise survient, les mesures prises dépendent des idées qui traînent dans l'air». Aux écosocialistes de mettre leurs idées «dans l'air», de montrer qu'elles seules peuvent répondre aux différentes crises.

### Ce que nous apprend la pandémie

Le premier enseignement, c'est que les bourses peuvent chuter, que des pans entiers de la production et de la consommation peuvent s'arrêter, mais qu'on ne peut arrêter de prendre soin les uns des autres. Il faut donc mettre au centre toutes les activités qui consistent à soigner et prendre soin. Il s'agit de (re) construire un système de santé public, gratuit, financé par une protection sociale gérée démocratiquement, des services publics d'accueil et de soin des personnes âgées et/ou dépendantes, des crèches... Mettre au centre ces activités, c'est reconnaître la place du travail des femmes, rémunéré ou non, en entreprises ou au foyer. Si la pandémie exige une approche dans toutes ses composantes, biologique, environnemental et sociale, il en va de même pour l'ensemble de nos vies. Les protéger ce n'est pas seulement soigner, c'est aussi assurer à tous les aliments, de l'eau, de l'énergie, des logements... qui ne rendent pas malades. Il faut enfin avec la destruction des écosystèmes, laisser de la place à des milieux naturels moins ou non anthropisés et en particulier protéger les forêts tropicales et équatoriales.

### Nos vies...

Une alimentation saine est aussi bonne pour le climat car sans intrants chimiques, sans destruction des sols, sans déforestation, qui sont des gros émetteurs de gaz à effet de serre (GES). Moins camée, elle permet d'en finir avec l'industrie de la viande. Il est urgent de stopper les productions inutiles et dangereuses, à commencer par l'industrie d'armement, le nucléaire, de nombreux secteurs de l'industrie chimique, arrêter les stratégies d'obsolescence, engager réellement une démarche de zéro-déchet, interdire la publicité, machine à fabriquer de faux besoins... Poser la question des biens et services qui doivent être produits, où, comment, dans quelles conditions, sans léser les travailleurEs des secteurs impactés.

### ... pas leurs profits

Des secteurs indispensables comme la pharmacie, la recherche ou l'énergie, l'eau, l'information, le logement ou les transports... doivent être socialisés, libérés de la logique du profit des actionnaires. Des productions doivent être reconvertis pour satisfaire les besoins réels, fabriquer des biens utiles, durables, réparables, recyclables... Aucune confiance en l'État pour des choix égalitaires et écologiques, l'histoire



d'EdF ou d'Elf nous ont enseigné que des sociétés nationalisées sont capables du pire nucléaire, impérialiste... La gestion de la pandémie a montré l'enrôlement néolibéral de l'Etat et des administrations. L'organisation de la production et des services doit être reprise en main par les salariés en relation avec les usagerEs qui doivent pouvoir déterminer ce qu'il faut produire, démocratiquement, par la délibération collective. Pour cela, c'est tout le secteur bancaire et financier qui doit être socialisé et autogéré. C'est une composante essentielle d'une démocratie réelle, par en bas, permettant de décider dans les entreprises comme dans les villes, quartiers et communes et de planifier à tous les niveaux nécessaires.

### Travailler et produire moins, partager plus!

La crise économique amorcée avant la crise sanitaire est aujourd'hui d'une ampleur colossale, faisant peser la menace d'une explosion du chômage et de la pauvreté. La sempiternelle



## MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT !

NPA2009.ORG

## PUY-DE-DÔME Réquisition de l'usine Luxfer, maintenant!

L'usine Luxfer de Gerzat (Puy-de-Dôme) a pour principale activité la production de bouteilles d'aluminium d'oxygène utilisées tant pour les soins médicaux (oxygénothérapie) que par les pompiers (appareil respiratoire isolant). Elle a été privatisée en 1995, un groupe industriel britannique en devient le propriétaire. Elle est la seule dans la Communauté européenne à produire ce genre d'équipement.

**E**n 2018, le groupe décida de la fermeture de l'usine, pourtant très rentable avec 22 millions d'euros de chiffre d'affaire et 12% de profits en 2018. Un collectif de salariéEs, épaulé par une intersyndicale CGT-CFDT, riposte alors, et empêche les bulldozers envoyés par la direction de casser leur outil de travail : les salariéEs occupent le site 24 heures sur 24, et élaborent un projet de reprise sous forme de coopérative.

### Une production essentielle

En pleine pandémie du Covid-19, on observe que, dans de nombreux services de santé (hôpitalier, médecine de ville, pompiers) et médico-sociaux (Ehpad, service de soins à domicile), le besoin en bouteilles d'oxygène s'est amplifié. Ce qui met en lumière le fait que les produits fabriqués par Luxfer correspondent à un besoin social qui prend toute sa valeur en cette période de crise sanitaire.

Les salariéEs en lutte, qui ne peuvent plus actuellement occuper leur usine à cause du confinement, ont entrepris des démarches pour interroger l'opinion publique et proposer un projet de redémarrage immédiat de l'activité. Les produits finis seraient disponibles dans un délai de six à neuf semaines.

Et pendant ce temps, la direction de Luxfer touche 250 000 euros (crédit d'impôt) par an non remboursables, et ce même après sa déclaration de départ du territoire français...

Le soutien aux salariéEs se poursuit, avec une déclaration commune de l'ensemble des organisations syndicales de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le NPA défend la perspective de la réquisition de l'usine par l'expropriation des moyens de production sans indemnisation ni retour possible au secteur privé et placer la production sous contrôle des ouvrierEs du site car seuls les travailleurEs peuvent être garants de l'emploi et de la santé de toutes et tous.

### CorrespondantEs



## THALES Quand les patrons veulent profiter du Covid-19

Un report des versements de la participation et de l'intéressement aux salariéEs du groupe Thales ? Trop c'est trop !

**L**a direction du groupe Thales aurait décidé le report du versement de l'intéressement et de la participation aux salariéEs pour fin 2020. Les organisations syndicales du groupe Thales (CFDT, CGT, CGC et CFTC) ont réagi par une déclaration commune sous forme de communiqué de presse.

### Ne pas se laisser plumer

En voici un extrait qui témoigne bien de l'avidité des entreprises, même celles dont l'Etat est actionnaire majoritaire : « Le groupe a une capacité financière qui vient contredire



toute raison de report du versement de l'intéressement et de la participation au personnel. Un accord groupe sur la mise en œuvre au sein de Thales de nombreuses mesures pour faire face à l'épidémie de Covid-19 a été signé unanimement par les organisations syndicales représentatives du groupe Thales. Cet accord demande beaucoup d'efforts aux salariés par des concessions en termes de CP, JRTT, rémunération, mais aussi

en termes de conditions de travail difficiles ainsi que de prises de risques (pour celles et ceux travaillant notamment sur sites). De plus, la mise en place de l'activité partielle s'accompagne pour le plus grand nombre d'une perte de revenu.»

Les financiers de Thales regardent leur cash qui plonge après avoir pourtant engrangé de très bons résultats capitalistiques pendant l'année 2019. Le plus scandaleux dans l'affaire, c'est que l'entreprise dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire reçoit des aides financières planétaires.

Ce qui veut dire que pour

Thales et l'Etat (le gouvernement Macron donc), le monde d'après sera le même qu'avant, ou sans doute pas. Mais, à Thales comme ailleurs, cela dépendra avant tout des salariéEs. Ne nous laissons pas plumer pendant le confinement et après !

### Correspondants

## CORONAVIRUS La santé communautaire plutôt que la technologie numérique du pouvoir et des Gafam

*La fin du confinement ne doit pas être synonyme d'une deuxième vague de Covid-19. Pour cela, tests et masques doivent être fournis en masse et gratuitement. L'État et sa politique d'austérité nous en ont privés cruellement. Il n'est pas sûr que les tests seront en nombre suffisant le 11 mai. Une partie de l'épidémie est silencieuse, alors tester tous les porteurs de Covid-19 et tracer leurs contacts est la condition d'un déconfinement sans nouvelle flambée épidémique.*



soin et l'hôpital, la nécessité d'une politique de santé communautaire, dans les quartiers, les entreprises, les prisons, tous les lieux de vie, en clair un service public de santé de proximité, qui doit s'appuyer sur tous ceux et toutes celles qui sont déjà sur le terrain, mais qui, en cette période d'épidémie, doit s'appuyer aussi sur des équipes de travailleurEs de santé communautaire chargés de contacter les patientEs, de les informer, de retrouver leurs contacts. L'expérience des travailleurEs de santé communautaire au Liberia en période d'Ebolà ou à Haïti face au choléra après le séisme de 2009, nous montre que cela est possible, bénéfique et efficace pour la santé, et jouit d'un fort soutien populaire, mais masqué ! À Singapour la connectée, seule 10 % de la population a téléchargé l'application, alors que selon l'étude d'Oxford University, il faudrait 60 % pour que l'outil soit efficace.

### Contre les solutions verticales

À la place du numérique, nous réaffirmons l'humain. À la place de la technique, nous réaffirmons la nécessité d'une prise en charge globale des patientEs Covid-19. À la place d'une santé centrée sur le

soin et l'hôpital, la nécessité d'une politique de santé communautaire, dans les quartiers, les entreprises, les prisons, tous les lieux de vie, en clair un service public de santé de proximité, qui doit s'appuyer sur tous ceux et toutes celles qui sont déjà sur le terrain, mais qui, en cette période d'épidémie, doit s'appuyer aussi sur des équipes de travailleurEs de santé communautaire chargés de contacter les patientEs, de les informer, de retrouver leurs contacts. L'expérience des travailleurEs de santé communautaire au Liberia en période d'Ebolà ou à Haïti face au choléra après le séisme de 2009, nous montre que cela est possible, bénéfique et efficace pour la santé, et jouit d'un fort soutien populaire, mais masqué ! À Singapour la connectée, seule 10 % de la population a téléchargé l'application, alors que selon l'étude d'Oxford University, il faudrait 60 % pour que l'outil soit efficace.

– La détection des signes de Covid-19 et le traçage des contacts pour mieux orienter vers les équipes médicales de test, le suivi épidémiologique dans le strict respect du secret médical et l'anonymisation des données.

– Le soutien : conseils, surveillance, moyens aux patientEs

– Frank Cantaloup

## SANTÉ AU TRAVAIL Face à des salariéEs déterminés, nouvelle défaite d'Amazon en justice

*Devant la Cour d'appel de Versailles, les syndicats d'Amazon ont infligé une nouvelle défaite à leur patron. Vendredi 24 avril, la première ordonnance de référé a été confirmée en grande partie et Amazon ne peut continuer son activité que partiellement.*

**A**mazon France Logistique emploie près de 10 000 travailleurEs, répartis dans six entrepôts dans toute la France. Tout ça

## CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

## Castaner veut réprimer à huis clos

*Alors que l'attention est focalisée sur la lutte contre le Covid-19 et ses conséquences catastrophiques, l'État continue ses politiques racistes et son entreprise de démantèlement des droits démocratiques.*



Un nouvel exemple de cet acharnement méthodique : la récente ouverture par le ministère de l'Intérieur du « marché relatif à la réalisation des prestations d'information et d'assistance juridique aux étrangers maintenus dans les centres de rétention administrative (CRA) ». Dans ledit « marché » (!), ouvert aux associations, ont été supprimées les clauses qui garantissaient explicitement leur liberté d'expression et de témoignage sur les situations vécues par les migrantEs. Il a de plus durci les clauses de confidentialité et de discrétion. N'est ainsi plus garantie la possibilité de rendre publiques, avec l'accord de la personne retenue et dans le respect de sa vie privée, les informations sur une situation individuelle. Et, dans le même temps, le ministère sanctionne financièrement très lourdement la diffusion de telles données. Enfin, si de donne la possibilité de retirer l'agrément sans motif et sans délai à toute personne salariée d'une association intervenante...

Le 23 avril, plusieurs associations intervenant en défense des droits des étrangerEs (dont la Cimade et Amnesty International) interrogeaient dans une lettre de protestation envoyée au Premier ministre : *« La politique migratoire que vous menez a-t-elle besoin de s'entourer de silence ? »* C'est évidemment le but poursuivi par le gouvernement : faire en sorte que même les maigres droits à un quelconque accompagnement juridique assuré par ces associations dans les CRA soient remis en question et surtout, en interdisant

*Josie Boucher*

tout témoignage sur les exactions commises à l'intérieur contre les retenueEs, couper court à toute possibilité d'organiser un soutien à l'extérieur. Ce qui a permis récemment de populariser les luttes à l'intérieur des CRA et d'en finir avec les procès pour délit de solidarité... Plus que jamais, il est crucial d'être au côté des migrantEs pour exiger : la fermeture définitive des CRA, la régularisation de tous les sans-papiers, la liberté pour tous et toutes de circuler librement et de s'installer dans le lieu de son choix. Il y a des droits démocratiques, du droit d'expression, de réunion, du droit à la santé et à l'éducation... qui nous concernent toutes et tous et qui sont menacés chaque jour un peu plus par le talon de fer du néolibéralisme.

## SANTÉ 300 euros net pour touTEs : c'est la revendication des personnels de santé !

*On ne peut pas dire que l'annonce d'une prime aux soignantEs ait suscité l'enthousiasme dans les hôpitaux et cliniques.*

Une somme de 1500 euros a été annoncée pour touTEs les agentEs hospitaliers – travaillant dans le public et le privé – des 30 départements

ne percevront que 500 euros de prime. Pour le personnel des Ehpad, ce sera « très rapidement ». Combien ? Quand ? Pour qui ? Mystère... Les étudiantEs infirmierEs, qui ont été particulièrement sollicités dans cette période, n'ont pas de certitudes quant au versement d'une prime par les régions.

Et le versement des primes peut encore réservé des surprises selon la catégorie de personnel à laquelle on appartient, le service dans lequel on travaille, la région dans laquelle on vit, tant les annonces gouvernementales sont ambiguës.

### Grossière manœuvre

Toute prime est bonne à prendre et personne ne crachera dessus. Mais la manœuvre gouvernementale est grossière. Cela fait plus d'un an que le personnel des hôpitaux publics revendique une augmentation mensuelle de 300 euros net, des moyens supplémentaires, des embauches, l'arrêt des suppressions de lits et des suppressions d'hôpitaux de proximité.

Ce n'est pas un saupoudrage à géométrie variable, selon les régions et les établissements, dans un but évident de division, qui va calmer la colère qui gronde dans le milieu hospitalier.

Ce serait même perçu comme insultant de vouloir acheter à vil prix une hypothétique paix sociale alors que l'exaspération est à son comble concernant la gestion de l'épidémie par les pieds nickelés qui se prennent pour des gouvernements.

Où sont les surblouses ? Les protections les plus élémentaires ? Il a fallu attendre des semaines pour avoir des masques, ce qui a amené la contamination de milliers de soignantEs et le décès de plusieurs d'entre elles et eux.

### Bas salaires

Rappelons que les 500 000 infirmierEs dans les hôpitaux publics en France perçoivent un salaire particulièrement bas. Selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), il est parmi les plus faibles des 29 pays membres. La rémunération moyenne des infirmierEs, en France, est ainsi inférieure de 5 % au salaire moyen national. En comparaison, en Espagne, un infirmierE gagne 28 % de plus que le salaire moyen...

Ce ne sont pas quelques centaines d'euros de prime qui vont faire oublier les conditions de travail déplorables, la peur d'être contaminé et de contaminer ses proches, la tristesse, la peur de la mort...

Les personnels hospitaliers sont fatigués physiquement et psychologiquement. C'est tout un secteur professionnel qui est lessivé par les conditions de travail dantesques subies à cause de la gestion de l'épidémie largement aggravée par une totale incurie d'Etat et des décennies d'étranglement budgétaire. La revendication salariale est plus que jamais d'actualité.

*Correspondantes*



étonnant non plus, en définitive, que les patrons de La Poste et ceux d'Amazon s'entendent comme larrons en foire pour s'affranchir des contraintes liées à la condamnation d'Amazon. Les plateformes colis postales frontaliers ont en effet servi pour l'acheminement des colis envoyés via les plateformes d'Amazon dans plusieurs pays européens, pendant la fermeture des sites français. Mais la décision de la Cour d'appel de Versailles (lire ci-dessous), qui confirme dans les grandes lignes celle prise en première instance et qui oblige Amazon à limiter le nombre de produits envoyés aux produits de première nécessité (même si c'est dans une acceptation assez large), aura également des conséquences à La Poste !

*Édouard Gautier*

Le trafic est de l'ordre de 150 % du trafic moyen quotidien. Comme en période de fin d'année !

Pas étonnant que le PDG Philippe Wahl puisse se féliciter, sur France Inter, du fait que La Poste gagne des parts de marché dans le secteur. Pas

les dirigeants n'ont pas fait que ronger leur frein. Si l'activité a été réduite en terme d'amplitude dans la semaine, elle a été concentrée sur les jours travaillés, au fur et à mesure que le trafic augmentait.

C'est ainsi qu'au colis par exemple

pour livrer des produits non essentiels. De nombreux salariéEs ont exercé leur droit de retrait.

Le syndicat Solidaires a décidé d'aller plus loin et de demander en référé la fermeture en raison du rassemblement dans un même lieu de plus de 100 personnes tant que toutes les mesures n'auraient pas été prises pour protéger les salariéEs. Le 14 avril, les juges ont fait partiellement droit à cette demande. La fermeture totale n'a pas été ordonnée mais l'activité a été fortement restreinte : seules les ventes de produits alimentaires, d'hygiène et médicamenteux ont été autorisées tant que l'évaluation du risque ne serait pas faite, sous astreinte d'un million d'euros par jour !

Consequence : les activités des entrepôts doivent être restreintes tant que l'employeur n'aura pas mis en œuvre une évaluation des risques ainsi que les mesures rendant possible la limitation des personnes présentes au même moment au sein de l'établissement afin de préserver la distanciation physique à chaque poste de travail.

Amazon ne pourra donc plus vendre que les produits de première nécessité ou indispensables notamment au télétravail selon cette liste : *« High-tech, Informatique, Bureau ; "Pour tout les animaux" répertorié dans la rubrique Maison, Bricolage, Animalerie ; "Santé et soins du corps", "Homme", "Nutrition", "Parapharmacie" répertoriés dans la rubrique Beauté, Santé et Bien-être ; Épicerie, Boissons et Entretenir. »* Une astreinte de 100 000 euros due pour chaque expédition de produits non autorisés a complété le dispositif.

La Cour d'appel de Versailles adoucit certes un peu le jugement initial qui réduisait davantage les produits autorisés. Elle refuse aussi, tout comme les premiers juges, de considérer que l'interdiction des rassemblements de plus de 100 personnes décidée par le gouvernement s'applique à Amazon (et plus largement aux entreprises hors des secteurs obligatoirement fermés). Mais tout de même, le camouflet est important.

### Le rapport de forces syndical a payé

Sans la pression exercée par les plaintes de tous les syndicats intervenants, par l'exercice des procédures d'alerter pour danger grave et imminent qui ont forcé l'inspection du travail à effectuer des contrôles sur sites, par l'exercice, surtout, de nombreux droits de retrait et par le bras de fer mené dans la presse par les syndicats pour dénoncer cette entreprise, cette décision de justice n'aurait pas été possible.

*Comité NPA inspection du travail*



LEUR MORALE ET LA NÔTRE

## Qu'elle réprime ou qu'elle félicite, c'est la même domination de classe

**Que se passe-t-il donc ? Voilà que des ministres, des responsables politiques, des patrons, des éditorialistes multiplient les hommages aux travailleurEs devant faire face à l'épidémie.**

**L**e ministre de l'Économie Le Maire demande la « reconnaissance de la nation » pour « un peuple qui aime le travail ». Dans les médias, les reportages se succèdent sur ces soignantes, caissières, vigiles ou éboueurs qui se dévouent, fiers de leurs métiers.

**Classe parasitaire**  
On ne peut pas croire un seul instant que ce monde de privilégiés découvre qu'il y a bien une classe sociale qui fait tourner la société, qui produit ce dont on a besoin tous les jours et qui fait fonctionner les services utiles socialement. C'est vrai qu'en ces temps de crise sanitaire, ce ne sont pas les actionnaires et les banquiers, ni les ministres, qui assurent le minimum vital. Ils s'arrêteraient de parler, le patron du Medef resterait dans sa résidence secondaire au Croisic que cela ne poserait aucun problème à personne. Terrible vérité. Mais en attendant, ces gens-là sont bien contents que d'autres prennent les risques au travail...

Non, rien ne change. Leurs félicitations, leurs remerciements n'enlèvent évidemment rien à leur mépris de classe. Et puis comment oublier qu'hier les mêmes réprimaient ou soutenaient la répression des grèves et des manifestations sociales ? Que celles et ceux qui se faisaient gazier ou tabasser hier, comme les soignantes, sont applaudis aujourd'hui ?  
Dans tous les cas, tout reste dans l'ordre des choses, et chacun est à sa place dans la société. Crise sanitaire ou pas, il y a ceux qui profitent et celles et ceux qui trinquent. Épidémie ou pas, le personnel soignant, les caissières, les éboueurs, les postierEs, toutes celles et ceux qui se lèvent tôt, comme on dit, s'abiment au travail, physiquement ou psychologiquement.

**Illusion de maîtriser**  
Mais en ces temps très particuliers, le parasitisme des dominants et l'incapacité de leur système économique à protéger la population se révèlent plus clairement. C'est pour cela que le pouvoir doit donner l'illusion qu'il maîtrise quelque chose, qu'il gère la situation, en envoyant ses soldats au front et en lui donnant des médailles. Il espère que cela pourra calmer tout le monde et faire oublier le bilan déjà catastrophique de sa gestion de la crise, avec près de 25 000 décès, des personnes parmi les plus précaires complètement démunies et sous-alimentées, un système hospitalier saturé, nombre de gens pas soignés, du matériel de protection quasi inexistant, l'absence de dépistage de la population... cela fait beaucoup trop.

Alors leurs remerciements calculés ne devraient pas suffire. D'autant moins que le gouvernement n'abandonne pas sa morale de dominant et ses méthodes répressives à l'égard des quartiers populaires, des plus précaires ou des salariéEs contestataires. Le pouvoir veut bien admirer les travailleurEs et les pauvres, mais à la condition qu'ils et elles se taisent, qu'ils et elles souffrent en silence. Pour les autres, pour les inspecteurs qui veulent imposer aux patrons de respecter la santé des employéEs, pour les habitantEs qui osent mettre un banderole anti-Macron, pour des jeunes qui jouent au foot dans une cité, pour des syndicalistes postiers qui veulent s'assurer des conditions de travail correctes, ça intimide, ça frappe, ça met en garde à vue, ça emprisonne même parfois.

Eh oui, l'unité nationale, la solidarité, tant vantée par le gouvernement, ont trouvé leurs limites. Contrairement à ce qu'on nous dit, le monde d'après le confinement sera le même qu'avant, en plus brutal, en plus dur, à moins que touTTeS les mépriséEs et félicitéEs du moment s'en mêlent vite.

Philippe Poutou

ÉPISODE 4

## Confinement mortel

# Le chat du colonel texan

Trois jours après les premières mesures de déconfinement.

Damien arriva devant le commissariat sur le coup de midi. Il avait été contrôlé à trois reprises sur la route. Parti de Paris, où il était rentré quand l'autorisation de déplacements partiels avait été annoncée, il avait roulé d'une traite pendant quatre heures en écoutant la radio. France Info passait en boucle des extraits de la dernière intervention du président de la République. Le plan de redressement national, la CSG Covid-19 sur les retraites, la possibilité de porter la durée du travail à soixante heures, la réduction des congés payés à quinze jours pendant deux ans. Les commentaires des économistes qui jugeaient ces mesures incontournables l'avaient exaspéré, de sorte qu'il avait zappé sur des stations musicales.

...

— C'en remplaçait le feuilleton TV, ricana le jeune flic.

...

Retour au confinement

— Si vous voulez. C'était tout de même plus convivial.

...

Et il n'y avait pas de tensions ? De rivalités amoureuses ?

...

— Je ne surveillais pas mes amis. Ceux qui voulaient se rejoindre dans leur chambre pouvaient le faire. Mais, dans l'ensemble, ils étaient discrets.

...

Dans l'ensemble... Vous avez donc remarqué des comportements...

...

— Aucun qui puisse conduire à un crime de jalouse, si c'est ce que vous voulez savoir.

...

Le plus âgé des deux flics haussa les yeux.

...

— Ça ne marche pas comme ça. Il s'agit peut-être d'un meurtre.

...

Aucun de nous ne présentait le moindre symptôme.

...

— Et ça s'est bien passé entre vous, pendant tout ce temps ? Pas de conflit qui aurait pu entraîner des violences ?

...

— Vous pourriez peut-être commencer par me dire à quoi tu étais et quelle façon ?

...

L'âné des deux flics, l'homme au crâne rasé, se renversa dans son siège.

...

— Vous connaissez la formule : c'est nous qui posons les questions. Pour le moment...

...

— Je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

Cette remarque arracha un sourire au plus jeune des deux flics, l'autre resta de marbre.

...

— Tout ce que je peux vous dire, c'est que je fais partie des suspects, c'est ça ?

...

— Vous étiez huit. Il y a donc nécessairement sept suspects. À moins que plusieurs d'entre vous ne se soient associés, voire que vous soyiez tous mis d'accord pour éliminer quelqu'un.

...

— Comme dans le Crime de l'Orient-Express.

...

# Le droit commun, les prisons, et l'état d'exception

Extrait de « État d'urgence sanitaire et prison », publié le 16 avril 2020 sur acta.zone<sup>1</sup>.

**L**'état d'urgence sanitaire est un cadre légal dérogatoire du droit commun. C'est-à-dire qu'il est présenté comme une bulle de décrets et de lois exceptionnelles, qui s'appliquent à un moment donné, dans un espace donné, à la place du droit ordinaire. Or, la prison, c'est déjà une exception juridique. Les règles qui s'y appliquent sont déjà dérogatoires du droit commun. Donc, comment s'applique un état juridique d'exception à une exception juridique ? Pour le dire autrement, comment s'applique l'état d'urgence sanitaire dans les prisons, alors même que d'ordinaire, elles sont plongées dans une sorte d'état d'urgence permanent ? En état d'urgence sanitaire, loin d'être considérées par les discours et les décisions institutionnelles comme des citoyens de droit commun, les personnes incarcérées souffrent de multiples peines imbriquées. Comme, d'une part, la négation à peine masquée de leur réalité – par exemple, tous les lieux accueillant du public ont été limités et/ou fermés, sauf les prisons. Elles continuent même d'accueillir de nouvelles personnes (puisque le non-respect de certaines mesures sont passibles de peines de prison). D'autre part, un exercice différencié de la violence d'État : une répression forte même en l'absence de toute mesure de sécurité sanitaire. C'est comme ça qu'on voit dans le même temps des ERIS<sup>2</sup> armés (notamment de fusils à pompe), et des surveillants sans gants ni masques.

Quelques jours avant l'annonce du confinement généralisé, plusieurs personnes en fin de peine se sont vu octroyer des libertés conditionnelles, voire des libérations anticipées, alors même qu'elles leur avaient systématiquement été refusées jusqu'alors. Notamment, des détenus considérés comme « éléments perturbateurs » du fait des actions de résistance qu'ils avaient menées en prison quelques semaines plus tôt. Difficile de ne pas y voir une corrélation nette avec l'arrivée de l'état d'urgence sanitaire et la préoccupation des administrations pénitentiaires au regard de ce qu'il s'était passé dans les prisons italiennes : « ils ont fait passer des trucs pour faire sortir les fins de peine parce qu'ils avaient peur » – parole d'ancien détenu. L'état d'urgence en prison se prépare – c'est-à-dire que légalement, on est face à des choix et des non-choix rationnels qui ne comportent aucune inconnue. Il n'y a ni surprise ni phénomène inattendu. Les « autorités compétentes » agissent en connaissance de cause. Ce qui signifie qu'elles sont pleinement responsables de tout ce qui se passe en prison, notamment pendant l'état d'urgence sanitaire.



WIKIMEDIA COMMONS

Alors que dans son allocution du 16 mars, E. Macron recommande de profiter de ce temps de confinement pour se retrouver en famille, l'ensemble des administrations pénitentiaires annoncent la réduction puis l'interdiction des parloirs les unes après les autres. Le parloir en état de non-urgence sanitaire est déjà un service minimum assuré à son seuil le plus bas. Et souvent assorti de contraintes matérielles pénibles, comme devoir faire des heures de route pour quarante-cinq minutes d'entrevue. Or, il n'en reste pas moins une fenêtre hors les barreaux, un espace de sortie dans un lieu d'enfermement. « Ce matin, le surveillant il m'a pas ouvert pour la promenade. Heureusement j'avais parloir sinon ça voudrait dire que je sors pas de la journée, t'imagines ? » – ancienne parole de détenu.

Il n'empêche : en créant un espace-temps exceptionnel aux mesures manifestement drastiques, l'État normalise le droit ordinaire, la répression ordinaire, la violence ordinaire. Il laisse penser que le temps d'avant était meilleur et légitime la misère, puisqu'on se met à la défendre. Et prépare le temps d'après, puisque même s'il en ressort avec de nouveaux moyens, la répression sera toujours moins manifeste que du temps de l'état d'urgence. Il réinvente le pire et le mieux en permanence et fonde sa violence sur son caractère prétendument providentiel. Ainsi, la ministre des tribunaux et des prisons pense adoucir les moeurs en jouant du violon – 40 € de forfait téléphonique par détenu. Comme on a pu le lire dans des messages de personnes incarcérées, « on vous a pas attendu pour avoir des téléphones bande de truffes ». Sa décision ne crée rien de nouveau. Elle s'appuie sur des acquis illégaux (ce qui existe de fait en prison), légifère dessus, et donc limite une liberté arrachée de force. Une personne détenue ayant son propre téléphone n'est pas limitée à un forfait de cinq heures d'appel par exemple. Au-delà, la ministre montre l'absence totale de volonté de changer les règles pour la prison, puisqu'elle se contente de tourner autour de l'existant et de le modeler – rien ne change dans le sens du

mieux, la prison doit toujours être le pire. Et ce qu'elle fait passer pour un acte de générosité inconditionnelle, le forfait de 40 €, est en réalité une nouvelle mesure de restriction de liberté déguisée.

Dans le même temps, les promenades sont réduites. L'enfermement dans les lieux d'enfermement, c'est avant tout couper l'accès aux rares espaces de sortie intérieure : parloirs, activités, promenades. Si l'on en croit la condamnation de la France par la CEDH le 30 janvier 2020 pour ses conditions indignes de détention, l'état d'urgence sanitaire en prison, c'est de la violation continue et pérenne des droits les plus élémentaires des personnes détenues. Si on ajoute à cela les difficultés, voire l'impossibilité de cantiner, la non-suspension des fouilles à nu (ou alors tardive), l'accès aux soins médicaux d'ordinaire périlleux et qui s'accentue là, du fait de la pandémie – on se retrouve, aujourd'hui, en prison, face à des mitards généralisés. Toute la prison devient le mitard, suit ses règles – ses non-règles. À l'intérieur de la prison, on a créé du pire (la prison dans la prison), ce pire étant lissé à l'ensemble des bâtiments, il instaure de facto un nouveau degré de violence carcérale : la mise en danger permanente de la vie des individus. Donc légalement, on est face à un crime étatique organisé : laisser les prisons se transformer en mouroir en ne prenant pas les mesures nécessaires à la non-propagation du virus et à la non-contamination, c'est mettre en danger la vie d'autrui, c'est condamner à mort des individus. La peine de mort est légalement abolie en France depuis 1981.

1 – <https://acta.zone/etat-d-urgence-sanitaire-et-prison/>  
2 – Les équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS) sont les unités d'intervention de l'administration pénitentiaire française.

## « Crise sanitaire en prison : le Conseil d'État s'enferme dans l'inaction »

Extrait d'un communiqué conjoint de l'Observatoire international des prisons (OIP), l'association des Avocats pour la défense des droits des détenus (A3D), le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France (SAF).

Saisi en référé, le Conseil d'État, statuant à juge unique, a rendu mercredi 8 avril une ordonnance de rejet de leur requête. Alors que les cas de Covid-19 se multiplient en prison et que le risque de propagation du virus derrière les murs n'a jamais été si important, la juridiction administrative s'enferme dans l'inaction et fait siennes, sans aucun discernement, les affirmations de l'administration.

Les demandes étaient pourtant aussi simples que fondamentales. Elles visaient d'une part à élargir les conditions de remise en liberté pour favoriser la diminution de la surpopulation carcérale et, d'autre part, à garantir à celles et ceux qui resteraient en détention des conditions sanitaires satisfaisantes pour limiter les risques de contamination, de transmission du virus et, partant, l'engorgement des services de réanimation des hôpitaux. En refusant de statuer sur le premier champ de ces demandes, au prétexte qu'il relevait du domaine de la loi ou de choix de politiques publiques insusceptibles d'être mis en œuvre rapidement, alors qu'un certain nombre n'exigeaient qu'une circulaire modifiable, le Conseil d'État a nié la nécessité, pour confiner les personnes détenues dans des conditions dignes, de garantir l'encellulement individuel prévu par la loi pénitentiaire de 2009 et sans cesse repoussé. Il a par ailleurs balayé les difficultés d'accès des avocats comme des magistrats au justiciable détenu ainsi que le manque de moyens humains nécessaires à la préparation et à l'examen des demandes de mise en liberté et des demandes d'aménagements de peine. Il prive ainsi des milliers de prisonniers de la chance de faire valoir leurs droits devant un juge.

En écartant le second champ de préventions, il a ignoré les informations préoccupantes fournies par les organisations pour ne plus croire que les ministères de la Justice et de la Santé dont les chiffres et les explications au cours de l'audience se révélaient pourtant incohérents. Alors qu'après plusieurs semaines de pandémie, aucune action concrète n'était mise en place dans les établissements pénitentiaires, le juge des référés s'en est rapporté, sans discernement, aux notes des ministères, produites en urgence, quelques heures seulement avant son délibéré.

Faisant primer son rôle de conseiller du Gouvernement sur celui de garant de l'état de droit, le Conseil d'État s'est borné à reproduire une liste de préconisations à destination des chefs d'établissements, sans imposer aux deux ministères de leur fournir les moyens pour les mettre en œuvre. Pas de masque, pas de gel, pas de moyens concrets pour permettre le respect des gestes barrières et de distanciation sociale, pas d'élargissement des mesures permettant aux juges de prononcer des remises en liberté... Il a finalement abandonné les plus de 64 000 personnes encore détenues à l'inaction de l'administration.

## **l'Anticapitaliste**

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner** par chèque, cochez la formule d'abonnement renseignez et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Hebdo	6 mois	35 €	1 an	70 €	6 mois	25 €	1 an	50 €
Mensuel		6 mois	25 €	1 an	50 €	6 mois	20 €	1 an	40 €
Hebdo +		6 mois	60 €	1 an	120 €	6 mois	45 €	1 an	90 €
Promotion d'essai				Hebdo + 1 Mensuel offert		3 mois	12 €		

ÉTRANGER

Joindez la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner** par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement renseignez et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
17,5 € par trimestre	12,5 € par trimestre	30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
12,5 € par trimestre	10 € par trimestre	22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Mail : .....

Désignation du compte à débiter

IBAN : ..... BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficierez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire : .....

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## L'image de la semaine

